

Commissie d'Etat	Pres. van de Raad
Fin. 1956	Fin. 1956
1 VI 1956	
coordination (c)	
Commissie d'Etat	

V.

L.5252/2.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 25 mai 1956, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "portant fixation du statut monétaire de la Belgique", a donné le 28 mai 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 25e mei 1956 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende vastlegging van het monetair statuut van België", heeft de 28e mei 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet vise, en ordre principal, à établir la définition légale de la valeur en or du franc belge et à prescrire à la Banque nationale d'effectuer ses opérations en or et devises sur la base de cette valeur.

Il rappelle que l'obligation de payer à vue les billets de la Banque reste suspendue mais donne au Roi le pouvoir de faire cesser cette suspension.

Enfin, le projet fixe l'encaisse minimum en or de la Banque, au tiers de ses engagements à vue.

+

+

+

L'article 2 prévoit que les anciennes monnaies d'or cesseront d'avoir cours légal "à partir de la promulgation de la présente loi". L'exposé des motifs ne révèle pas les raisons de donner à cet article un effet anticipé.

Il y aurait à ce faire une discordance entre l'entrée en vigueur de cet article et celle des autres dispositions, qui est fixée par la loi du 18 avril 1898 au dixième jour après celui de la publication au Moniteur belge.

Cet effet n'étant pas conforme aux intentions du Gouvernement, d'après les renseignements donnés au cours de l'examen du projet, la référence à la promulgation devrait être omise.

.../...

L'article 3 maintient la dispense accordée à la Banque nationale de l'obligation de rembourser ses billets en espèces ainsi que l'assimilation des billets à la monnaie légale.

Cette dispense instaurée par l'arrêté royal du 2 août 1914, confirmé par la loi du 4 août 1914, a été levée par l'article 2 de la loi du 26 février 1926 et par l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926, puis rétablie par l'article 1er de l'arrêté-loi du 10 mai 1940. L'assimilation des billets à la monnaie légale prescrite par l'arrêté royal du 2 août 1914 a été rappelée par l'article 7 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926, par l'article 4 de la loi du 30 mars 1935 et par l'article 2 de l'arrêté-loi du 10 mai 1940.

L'article 3 du projet, qui débute par les mots : "Sont maintenues, jusqu'à nouvel ordre, ..." entend rappeler une nouvelle fois ces règles légales. La disposition apparaît sans utilité juridique. Cependant, si l'intention du Gouvernement est d'introduire ces règles dans la loi nouvelle par souci de coordination des textes, il importerait de les énoncer d'une manière plus directe et d'abroger à la fin du projet toutes les dispositions anciennes ci-avant énumérées.

Dans cette conception, l'article 3 devrait être scindé. L'assimilation des billets de la Banque nationale à la monnaie légale devrait suivre l'article relatif à la démonétisation des monnaies d'or dont elle constitue le corrolaire, tandis que la dispense de rembourser les billets devrait être réunie, dans un même article, à l'autorisation donnée au Roi d'y mettre fin.

A l'article 5, l'emploi du mot "convertibilité" sous-entend que les autres conditions de remboursement qui seraient déterminées par le Roi en vertu de l'article précédent pourraient consister dans un échange des billets de banque belges contre des billets de banque étrangers. Pour cette éventualité exceptionnelle, il ne se justifie guère de s'écarter du terme traditionnel de "remboursement".

L'article 7, 2°, du projet vise à abroger "la deuxième phrase de l'alinéa 1er de l'article 10 de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, l'organisation et les attributions de la Banque nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1er mai 1939". Cet alinéa dispose :

"Les billets sont payables à vue aux bureaux de la Banque, à Bruxelles. Les conditions de remboursement des billets sont déterminées conformément à l'article 8 de l'arrêté royal sur la stabilisation monétaire pris en vertu de la loi du 16 juillet 1926, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1936 pris en exécution de la loi du 30 mars 1935".

La deuxième phrase constitue une restriction au principe contenu dans la première.

Dans la forme qu'il revêtait dans l'arrêté royal du 25 octobre 1926 prorogeant la durée de la Banque nationale et modifiant certaines dispositions des lois combinées qui la concerne, l'article 10, alinéa 1er, restreignait déjà l'obligation de payer à vue. Il était ainsi rédigé :

.../...

"Les billets sont payables à vue aux bureaux de la Banque, à Bruxelles, dans les termes de l'arrêté royal pris sur la stabilisation monétaire, en vertu de la loi du 16 juillet 1926".

Actuellement, l'abrogation prévue par le projet tend à faire disparaître la référence à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926, devenue sans objet depuis l'arrêté-loi du 10 mai 1940. Elle aura pour conséquence de rétablir un texte prévoyant de manière absolue le paiement à vue des billets.

Pour éviter de donner une idée inexacte des obligations de la Banque à la lecture du seul arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 et afin de répondre au souci qui a présidé à deux reprises à la rédaction de l'article 10, alinéa 1er, il est proposé de maintenir le principe de la dérogation dans les termes ci-après :

"Les billets sont payables à vue aux bureaux de la Banque, à Bruxelles, sauf dispense prévue par la loi".

Le Gouvernement désire que la loi donne au Roi un large pouvoir de coordination des dispositions en vigueur en matière monétaire. L'article 7 du texte proposé ci-après répondrait mieux à ce souhait que le texte du projet.

+

+

+

.../...

Les observations qui précèdent conduisent le Conseil d'Etat à suggérer le texte ci-après. Celui-ci contient en outre quelques modifications de forme qui ne requièrent pas de commentaires :

Projet de loi relatif au statut monétaire.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom, aux chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Le franc, unité monétaire belge, est constitué par 19,74824173 milligrammes d'or au titre de 900 millièmes de fin.

.../...

Article 2.-

Toutes les monnaies d'or frappées antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi cessent d'avoir cours légal entre particuliers et d'être reçues en paiement dans les caisses publiques.

Article 3.-

Les billets de la Banque nationale de Belgique doivent être reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers, nonobstant toute convention contraire.

Article 4.-

La Banque nationale de Belgique est dispensée de l'obligation de rembourser ses billets en espèces.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, mettre fin à cette dispense.

Il peut également, dans les mêmes formes, déterminer d'autres modes de remboursement des billets de la Banque nationale.

Article 5.-

Jusqu'à ce qu'ait été rétablie, en application de l'article 4, l'obligation de rembourser ses billets, la Banque nationale est tenue d'effectuer ses opérations en monnaies étrangères, en or monnayé et en lingots d'or sur base de la valeur légale du franc définie à l'article 1er.

.../...

Article 6.-

§ 1er. L'article 7, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, l'organisation et les attributions de la Banque nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1er mai 1939, est remplacé par la disposition suivante :

"La Banque est tenue d'avoir une encaisse en or au moins égale au tiers du montant de ses engagements à vue".

L'article 30 des statuts de la Banque nationale de Belgique sera mis en concordance avec la disposition qui précède.

§ 2. L'article 10, alinéa 1er, du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

"Les billets sont payables à vue aux bureaux de la Banque, à Bruxelles, sauf dispense prévue par la loi".

Article 7.-

Sont abrogés :

- 1° les articles 1er, 4, 7, 8 et 9 de la loi du 30 décembre 1885 approuvant l'acte du 12 décembre 1885 par lequel la Belgique adhère à la convention monétaire conclue à Paris, le 6 novembre 1885, entre la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, ainsi qu'à l'arrangement et à la déclaration y annexés;
- 2° l'arrêté royal du 2 août 1914, concernant les billets de la Banque nationale, confirmé par la loi du 4 août 1914 et modifié par la loi du 26 février 1926;

.../...

- 3° l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926 relatif à la stabilisation monétaire;
- 4° la loi monétaire du 30 mars 1935 modifiée par l'arrêté royal n° 273 du 31 mars 1936;
- 5° l'arrêté-loi du 10 mai 1940 suspendant la convertibilité des billets de la Banque nationale de Belgique;
- 6° les articles 1er à 5, 8 et 9 de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 autorisant le Roi à déterminer les conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères et relevant la Banque nationale de Belgique de l'obligation de maintenir une encaisse en or et en devises étrangères au moins égale à 40 p.c. de ses engagements à vue;
- 7° l'arrêté des Ministres réunis en Conseil n° 6 du 1er mai 1944, pris en exécution de l'arrêté-loi du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères.

Article 8.-

Le Roi est autorisé à coordonner la présente loi avec toutes autres dispositions légales relatives aux monnaies.

A cette fin il peut :

- 1° modifier l'ordre et la numérotation des articles à coordonner, les regrouper sous d'autres dispositions et modifier les références en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;

.../...

2° sans porter atteinte aux principes inscrits dans les dispositions à coordonner et en tenant compte des modifications implicites qu'elles auraient subies, en modifier la rédaction en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie.

La coordination portera l'intitulé suivant :

"Lois coordonnées fixant le statut monétaire de la Belgique".

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Hoofddoel van het ontwerp is, de wettelijke definitie van de goudwaarde van de Belgische frank vast te stellen en aan de Nationale Bank voor te schrijven, al haar operaties in goud en deviezen op grond van deze waarde te verrichten.

Het brengt in herinnering dat de verplichting de biljetten van de Bank op zicht te betalen opgeschort blijft, maar het geeft de Koning bevoegdheid om aan deze opschorting een einde te maken.

Tenslotte bepaalt het de minimum-goudvoorraad van de Bank op een derde van haar verbintenissen op zicht.

+
+ +

Artikel 2 zegt dat de oude goudmunten ophouden wettelijke koers te hebben "met ingang van de afkondiging dezer wet". Uit de memorie van toelichting blijkt niet waarom dit artikel vervroegde uitwerking zal hebben.

Het gevolg zou zijn, dat dit artikel op een andere datum in werking treedt dan de overige bepalingen, die overeenkomstig de wet van 18 april 1898 uitwerking hebben vanaf de tiende dag na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Daar dit volgens inlichtingen die in de loop van het onderzoek van het ontwerp zijn ingewonnen, niet de bedoeling van de Regering is, dient de vermelding van de afkondiging achterwege te blijven.

.../...

Artikel 3 handhaaft de aan de Nationale Bank verleende vrijstelling van de verplichting, haar biljetten in speciën terug te betalen, alsook de gelijkstelling van de biljetten met de wettelijke munt.

Deze vrijstelling, die was ingevoerd door het bij de wet van 4 augustus 1914 bekrachtigde koninklijk besluit van 2 augustus 1914, is opgeheven door artikel 2 van de wet van 26 februari 1926 en door artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1926, en opnieuw ingevoerd door artikel 1 van de besluitwet van 10 mei 1940. De door het koninklijk besluit van 2 augustus 1914 voorgescreven gelijkstelling van de biljetten met de wettelijke munt is in herinnering gebracht in artikel 7 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1926, in artikel 4 van de wet van 30 maart 1935 en in artikel 2 van de besluitwet van 10 mei 1940.

Artikel 3 van het ontwerp, dat aanvangt met de woorden: "Worden tot nader bericht gehandhaafd ...", bedoelt deze wettelijke regelen andermaal in herinnering te brengen. Een juridisch nut lijkt deze bepaling niet te hebben. Wil de Regering echter deze regelen in de nieuwe wet opnemen ter wille van de coördinatie der teksten, dan behoort zij die op een directer wijze te formuleren en aan het eind van het ontwerp alle hierboven opgesomde vroegere bepalingen op te heffen.

Volgens deze opvatting moet artikel 3 worden gesplitst. De gelijkstelling der biljetten van de Nationale Bank met de wettelijke munt zou moeten volgen op het artikel betreffende de ontwaarding van de goudmunt, waarmede zij samengaat, terwijl de vrijstelling van terugbetaling der biljetten en de aan de Koning gegeven machtiging om daaraan een einde te maken, in één artikel moeten worden behandeld.

.../...

In artikel 5 veronderstelt het gebruik van de term "omzetbaarheid", dat de overige terugbetalingsvoorwaarden welke de Koning krachtens het voorgaande artikel mocht bepalen, kunnen bestaan in het ruilen van belgische bankbiljetten tegen buitenlandse bankbiljetten. Dit uitzonderlijke geval wettigt geen afwijking van de traditionele term "terugbetaling".

Artikel 7, 2°, van het ontwerp strekt tot opheffing van "de tweede volzin van de eerste alinea van artikel 10 van het koninklijk besluit nr 29 van 24 augustus 1939 betreffende de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheden der Nationale Bank van België, genomen ter uitvoering van de wet van 1 mei 1939". Deze alinea bepaalt :

"De biljetten zijn betaalbaar op zicht aan de kantoren van de Bank te Brussel. De voorwaarden van terugbetaling der biljetten worden vastgesteld, overeenkomstig artikel 8 van het koninklijk besluit op de muntstabilisatie, genomen krachtens de wet van 16 juli 1926, gewijzigd bij koninklijk besluit van 31 maart 1936, genomen ter uitvoering van de wet van 30 maart 1935".

De tweede volzin is een beperking op het in de eerste volzin gestelde beginsel.

In de vorm die het had in het koninklijk besluit van 25 oktober 1926 waarbij de duur van de Nationale Bank van België wordt verlengd en waarbij sommige bepalingen van de gecombineerde wetten betreffende die inrichting worden gewijzigd, beperkte artikel 10, eerste lid, reeds de verplichting op zicht te betalen. Het luidde als volgt :

.../...

"De bankbriefjes zijn betaalbaar op zicht aan de burelen der Bank te Brussel, volgens de bewoordingen van het koninklijk besluit genomen op de muntstabilisatie krachtens de wet van 16 juli 1926".

In de onderhavige tekst bedoelt de aangekondigde opheffing de sinds de besluitwet van 10 mei 1940 nutteloos geworden verwijzing naar artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1926 te schrappen. Het gevolg zal zijn dat een tekst waarin de betaling op zicht van de biljetten op absolute wijze is voorgeschreven, opnieuw wordt ingevoerd.

Om te vermijden dat het koninklijk besluit nr 29 van 24 augustus 1939, afzonderlijk gelezen, een verkeerde indruk over de verplichtingen van de Bank zou geven en om tegemoet te komen aan de bedoeling die tot tweemaal toe aan de redactie van artikel 10, eerste lid, ten grondslag heeft gelegen, wordt voorgesteld het beginsel van de afwijking in volgender voege te handhaven :

"De biljetten zijn, behoudens bij de wet bepaalde vrijstelling, betaalbaar op zicht in de kantoren van de Bank te Brussel".

De Regering wenst dat de wet aan de Koning een ruime bevoegdheid geeft tot het coördineren van de geldende wetsbepalingen op het gebied van de munt. De hierna voorgestelde tekst van artikel 7 voldoet beter aan dit verlangen dan de tekst van het ontwerp.

+

+

+

Op grond van deze bedenkingen geeft de Raad van State de volgende tekst in overweging, waarin ook een aantal niet nader te commentariëren vormwijzigingen zijn aangebracht :

.../...

Ontwerp van wet betreffende het muntstatuut.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

De frank, Belgische munteenheid, is gevormd uit 19,74824173 milligram goud met een gehalte van 900 duizendste fijn metaal.

Artikel 2.-

Alle vóór de inwerkingtreding van deze wet geslagen goudmunten hebben niet langer wettelijke koers tussen particulieren en worden niet langer tot betaling in de openbare kassen aanvaard.

.../...

Artikel 3.-

De biljetten van de Nationale Bank van België moeten, niettegenstaande elke andersluidende overeenkomst, door openbare kassen en particulieren als wettelijke munt worden aanvaard.

Artikel 4.-

De Nationale Bank is vrijgesteld van de verplichting haar biljetten in speciën terug te betalen.

De Koning kan, bij besluit waarover in Ministerraad is beraadslaagd, aan die vrijstelling een einde maken.

Ook kan hij, in dezelfde vormen, andere wijzen van terugbetaling der biljetten van de Nationale Bank bepalen.

Artikel 5.-

Totdat bij toepassing van artikel 4 de verplichting haar biljetten terug te betalen opnieuw is ingevoerd, is de Nationale Bank gehouden haar verrichtingen in vreemde munt, in gemunt goud en in goudstaven uit te voeren op basis van de in artikel 1 aangegeven wettelijke waarde van de frank.

Artikel 6.-

§ 1. Artikel 7, tweede lid, van het koninklijk besluit nr 29 van 24 augustus 1939 betreffende

.../...

de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheden der Nationale Bank van België, genomen ter uitvoering van de wet van 1 mei 1939, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Bank is gehouden een kasvoorraad in goud te hebben die tenminste gelijk is aan een derde van het bedrag van haar verbintenissen op zicht".

Artikel 30 der statuten van de Nationale Bank van België zal met vorenstaande bepaling in overeenstemming worden gebracht.

§ 2. Artikel 10, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De biljetten zijn, behoudens bij de wet bepaalde vrijstelling, betaalbaar op zicht in de kantoren van de Bank te Brussel".

Artikel 7.-

Opgeheven worden :

1° de artikelen 1, 4, 7, 8 en 9 van de wet van 30 december 1885 goedkeurende de akte van 12 december 1885 waarbij België bijtreedt tot de overeenkomst rakende het muntwezen, de 6e november 1885 te Parijs gesloten tussen Frankrijk, Griekenland, Italië en Zwitserland, alsmede tot de er aangehechte schikking en verklaring ;

.../...

- 2° het koninklijk besluit van 2 augustus 1914 betreffende de biljetten der Nationale Bank, bekrachtigd bij de wet van 4 augustus 1924 en gewijzigd bij de wet van 26 februari 1926 ;
- 3° artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1926 betreffende de muntstabilisatie ;
- 4° de muntwet van 30 maart 1935 gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 273 van 31 maart 1936 ;
- 5° de besluitwet van 10 mei 1940 houdende schorsing van de terugbetaling der briefjes van de Nationale Bank van België ;
- 6° de artikelen 1 tot 5, 8 en 9 van de besluitwet nr 5 van 1 mei 1944 waarbij de Koning gemachtigd wordt tot het bepalen van de voorwaarden inzake aankoop en verkoop van goud en buitenlandse munt en de Nationale Bank van België ontheven wordt van de verplichting tot het handhaven van een kasvoorraad in goud en buitenlandse deviezen welke tenminste met 40 t.h. van haar verbintenissen op zicht overeenstemt ;
- 7° het besluit der in raad vergaderde Ministers nr 6 van 1 mei 1944 genomen ter uitvoering van de besluitwet van 1 mei 1944 betreffende de voorwaarden inzake aankoop en verkoop van goud en buitenlandse munt..

.../...

Artikel 8.-

De Koning kan deze wet coördineren met alle andere wetsbepalingen betreffende de munt.

Daartoe kan hij :

- 1° de volgorde en de nummering van de te coördineren artikelen wijzigen, ze onder andere bepalingen hergroeperen en de verwijzingen wijzigen ten einde ze met de nieuwe nummering te doen overeenstemmen;
- 2° zonder afbreuk te doen aan de beginselen neergelegd in de te coördineren bepalingen, en rekening houdend met de impliciete wijzigingen die zij mochten hebben ondergaan, de redactie er van wijzigen met het oog op hun overeenstemming en op eenvormigheid in de terminologie.

De coördinatie zal volgend opschrift dragen :

"Gecoördineerde wetten tot vaststelling van het muntstatuut van België".

Gegeven te

,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

a chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

essieurs : F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président,
e Heren :	raadsheer van State,	voorzitter,

J.COYETTE,	conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,

L.FREDERICQ,	assesseurs de la section
	de législation,
P.ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling
	wetgeving,

J.CYPRES,	greffier adjoint,	greffier.
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été vé-
rifiée sous le contrôle de
M.LEPAGE. Le rapport a été pré-
senté par M.PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H.LEPAGE. Het verslag werd uit-
gebracht door de H.PIQUET,
substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.CYPRES.

(s.) F.LEPAGE.